



Éditorial

# ÉDITEUR ENGAGÉ, MÉTIER À HAUT RISQUE



© Jacques Nadeau Le Devoir

## SOMMAIRE

Nouveautés	2
Extrait	3
<i>Noir Canada</i> et les poursuites-bâillons	4-6
Où nous trouver cet automne	7
On en a dit	8

### AIDEZ-NOUS À SAUVER DES ARBRES !

Envoyez-nous votre COURRIEL à : [info@ecosociete.org](mailto:info@ecosociete.org)

(SVP, veuillez vous identifier en indiquant vos coordonnées complètes.)

Faites-nous part de vos commentaires, suggestions, réflexions par la poste, par courriel ou par l'entremise de notre site Internet.

Vous le savez, Écosociété a une mission de « passeur d'idées ». Depuis que vous, lecteurs et lectrices, nous connaissez et nous accompagnez, vous avez pu constater que notre travail d'éditeur engagé cherche à questionner notre société, ses fondements, ses systèmes de pensée et de valeurs, ses habitudes, en cherchant à rendre public des angles de vue souvent peu ou pas assez médiatisés. Si nous tentons de soulever des débats, éventuellement des polémiques, c'est toujours dans le souci d'apporter des idées nouvelles ou des recherches inédites, avec un point de vue critique. Notre profession porte en elle une dimension sociale et citoyenne incontournable.

Actuellement, l'essence même de notre métier d'éditeur, l'usage de la liberté d'exprimer des idées, est dangereusement menacée. Depuis le printemps dernier, nous sommes aux prises avec deux poursuites en diffamation totalisant 11 millions de dollars de la part de deux géantes de l'industrie aurifère, Barrick Gold et Banro Corporation (cf. dossier sur les poursuites-bâillons p.4-5), soit plus de 40 fois notre chiffre d'affaires. Ces deux compagnies minières nous attaquent en justice à la suite de la publication de *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*. Elles poursuivent de surcroît les trois auteurs de *Noir Canada*, Delphine Abadie, Alain Deneault et William Sacher.

Devant l'ampleur de ces deux poursuites-bâillons, nous sommes passés de l'indignation à la consternation, en passant par la révolte et le dégoût. Une chose est sûre, nous n'avons pas voulu reculer devant ce que nous avons ressenti comme une menace et de l'intimidation judiciaire. Si nous avons

reculé, notre métier d'éditeur aurait perdu tout son sens.

Lorsque nous avons décidé de publier *Noir Canada*, nous entendions soulever un débat public autour d'une vision trop répandue d'un Canada pacifiste, bon et généreux. Les auteurs ont colligé d'innombrables sources, les ont analysées et ont voulu montrer que les actions des sociétés canadiennes en Afrique sont souvent problématiques, ont des impacts environnementaux, sociaux et politiques graves qui ne doivent pas rester impunément tus. Tout au long de l'ouvrage, les auteurs en appellent à la création d'une commission d'enquête indépendante sur les agissements des compagnies canadiennes en sol étranger. La nature des activités minières est, de fait, politique, puisqu'elle a un impact fort sur les populations et sur l'environnement. Il doit donc être possible de questionner leurs comportements, de remettre en cause un système qui permet de nombreux écarts recensés par une abondance de sources crédibles.

Pourtant, la Barrick Gold et la Banro Corporation ont choisi l'argent et les tribunaux pour faire valoir leur point de vue dans une affaire qui devrait être, selon nous, strictement entendu dans le cadre d'un débat public. Car pour défendre ses idées devant un juge, il faut des moyens dont peu de citoyens disposent. Et c'est bien là le nerf de la guerre, l'argent. Cet outil qu'utilisent de plus en plus de grosses compagnies pour faire taire les citoyens qui ont une opinion dérangeante. C'est ce que des juristes ont appelé une SLAPP (Strategic Lawsuit against public participation) ou poursuite-

Lire la suite page 6



## LA VÍA CAMPESINA

UNE RÉPONSE PAYSANNE À LA CRISE ALIMENTAIRE

ANNETTE AURÉLIE DESMARAIS

Préface de José Bové

Annette Desmarais démontre avec brio les échecs et les dangers d'une agriculture industrielle globalisée et comment, devant cette impasse, le mouvement La Vía Campesina est un véritable espoir, un modèle d'agriculture viable. Les effets des politiques de libre-échange appliquée à l'agriculture sont dévastateurs : pouvoir démesuré des firmes transnationales agroalimentaires, disparition de la biodiversité, appauvrissement des agriculteurs, malnutrition, abandon des terres et désastres environnementaux.

La Vía Campesina donne une voix globale aux paysans de la planète. Ses revendications sont axées sur la souveraineté alimentaire (droit de chaque nation de produire des aliments de base et de choisir sa politique agricole), l'accès démocratique aux ressources (l'eau, la terre, les semences), le refus de la privatisation du vivant et la reconnaissance de l'identité paysanne. En

quinze ans, elle est devenue la référence incontournable pour représenter les paysans au sein des mouvements altermondialistes et lors des sommets internationaux.

**ANNETTE DESMARAIS** a travaillé pendant de nombreuses années dans sa ferme en Saskatchewan. Elle enseigne aujourd'hui à l'université de Regina, dans le département de droit. Elle travaille avec La Vía Campesina depuis la naissance du mouvement.

ISBN 978-2-923165-43-1 • 316 pages • 27 \$



## L'ENVERS DE LA PILULE

LES DESSOUS DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

NOUVELLE ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE

J.- CLAUDE ST-ONGE

Les succès de l'industrie pharmaceutique ne doivent pas nous fermer les yeux sur des pratiques devenues injustifiables. Que faut-il penser quand nous apprenons qu'un fabricant :

- supprime volontairement les données sur les effets indésirables de son produit ou embellit les résultats d'une étude;
- continue de commercialiser un produit qu'il sait à l'origine de nombreux décès;
- tente de bâillonner des chercheurs dont les découvertes mettent en question l'efficacité et la sécurité de son médicament;
- verse le prix fort à des médecins et des pharmaciens pour faire la promotion d'un produit;
- et engrange, bien sûr, chaque année des milliards de profits sans payer sa juste part d'impôts ?

À petites doses, on finit par digérer ces faits. Mais, mis bout à bout, la pilule devient difficile à avaler. Depuis des années, cette indignation pousse J.-Claude St-Onge à étudier l'univers de l'industrie pharmaceutique. Il livre dans *L'envers de la pilule*, édition revue et augmentée, une analyse solide et complète, une critique urgente de notre rapport au médicament.

**J.-CLAUDE ST-ONGE** est conférencier, docteur en socio-économie et auteur de nombreux essais. Il enseigne la philosophie au Collège Lionel-Groulx. *L'envers de la pilule* s'est mérité le prix Orange 2005 de l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec.

ISBN 978-2-923165-40-0 • 312 pages • 24 \$

## ON A RAISON DE SE RÉVOLTER

CHRONIQUE DES ANNÉES 70

PIERRE BEAUDET

Devant les critiques voire le mépris envers les révoltes des années 1970, il devient nécessaire de donner la parole aux militants et de revenir ainsi aux sources de cette période de l'histoire. Comment vivait-on l'idée de « reconstruire le monde » dans les années 1970 au Québec ? Pierre Beaudet nous livre ici un témoignage personnel sur des années de luttes, de révoltes et de rêves d'émancipation. À travers son parcours de militant d'extrême gauche, nous voyons émerger le développement d'une conscience politique et un mouvement de transformation radicale de la société québécoise.

Cette narration intime creuse les replis de la mémoire et redonne vie à une période oubliée de l'histoire québécoise ; Elle permet également de mettre en perspective des sujets plus actuels comme les forums sociaux mondiaux ou l'évolution de la gauche au Québec.

Sociologue, **PIERRE BEAUDET** fut pendant longtemps directeur d'Alternatives et il reste aussi l'un des animateurs d'Alternatives international. Il enseigne aujourd'hui au département de sociologie et d'anthropologie à l'université d'Ottawa. Il collabore à de nombreux journaux et revues et a publié des articles dans des ouvrages collectifs comme *Au bout de l'impasse à gauche* (Lux Éditeur).

ISBN 978-2-923165-45-5 • 248 pages • 25 \$



## LA VÍA CAMPESINA

UNE RÉPONSE PAYSANNE À LA CRISE ALIMENTAIRE  
ANNETTE AURÉLIE DESMARAIS

Préface de José Bové

Nous entendons depuis de nombreuses années des fonctionnaires, des représentants gouvernementaux et des leaders mondiaux nous répéter *ad nauseam* que nous n'avons pas le choix, que la globalisation d'un modèle de développement appelé « libéralisation économique » est un phénomène inéluctable. Qu'il est réconfortant de constater que des paysans de partout dans le monde font montre d'une plus grande imagination et travaillent à mondialiser une autre vision du monde ! Dressant un bilan du travail de Vía Campesina, Servando Olivarría Saavedra souligne que les paysans qui font partie de son organisation ont acquis une nouvelle compréhension de la globalisation et de ses effets : *Nous savons maintenant que nous ne sommes pas seuls à nous battre. La globalisation a appauvri la plupart de nos communautés. Toutes les collectivités de la planète qui sont profondément touchées et ébranlées par cette vague sont en train de s'organiser. Ce qu'il faut mondialiser, c'est notre lutte pour la justice, pour la survie et la revitalisation des communautés. Les grands capitalistes ont mondialisé l'économie ; notre rôle à nous est de mondialiser notre combat et de l'étendre aux communautés les plus défavorisées de la planète.(...)*

### La réhabilitation du paysan

(...)Devant un modèle de développement qui vise à éliminer les paysans et les petits agriculteurs, Vía Campesina est amenée à redéfinir la paysannerie. Un processus de réhabilitation des paysans est en cours partout dans le monde. C'est certainement le cas dans les organisations latino-américaines fondées à la fin des années 1980 et au début des années 1990. En Asie également, des organisations agricoles telles que la Fédération des unions paysannes indonésiennes ou le Mouvement paysan des Philippines, affirment leur identité paysanne. Sur tous les continents, les membres de Vía Campesina arborent fièrement leur statut de paysans.

Dans la langue anglaise européenne, le terme *peasant* a un sens restreint lié au féodalisme. Dans le contexte colonial, tout particulièrement dans les langues autres que l'anglais, sa définition est plus large. Ainsi en est-il des mots *paysan* et *campesino*. Il reste toutefois qu'en général, le paysan est considéré comme un vestige du passé. Son extinction est bien accueillie par les capitalistes, les planificateurs en développement et pratiquement tout le monde, à l'exception des paysans eux-mêmes. Ressusciter la paysannerie constitue un acte de résistance. Comme le note Nettie Wiebe :

*En fait, les « paysans » sont les « gens de la terre ». Les agriculteurs canadiens sont-ils des gens de la terre ? Évidemment. Et il est important de nous réapproprier le mot paysan. [...] Nous sommes des paysans et c'est notre relation à la terre et à la culture d'aliments qui nous définit. [...] Nous ne sommes pas des industriels. Nous sommes étroitement reliés aux lieux que nous*



*cultivons et à la façon de le faire, ainsi qu'aux conditions climatiques. [...] Les mots qui nous définissent sont importants. Le langage commence à nous faire comprendre que l'expression « gens de la terre », qui désigne les paysans des quatre coins du globe, les millions de petits agriculteurs qui pratiquent une agriculture vivrière et avec lesquels nous pensons avoir très peu de choses en commun, les définit et nous définit nous aussi. (...)*

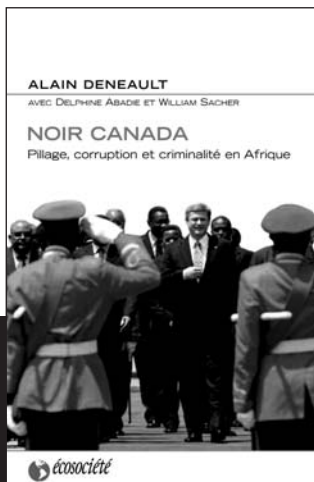
L'identité paysanne est politique. Elle reflète des personnes qui partagent un profond attachement à leur milieu, à un lopin de terre, qui font partie d'une collectivité rurale et dont le mode de vie est menacé. Cette identité de « gens de la terre » reflète leur conviction d'avoir le droit de rester sur cette terre, le droit et l'obligation de la cultiver. Les paysans ont le droit d'être considérés comme des gens qui remplissent une fonction importante dans la société. Ils ont le droit de demeurer dans une communauté et l'obligation de contribuer à son développement viable. Tous ces facteurs constituent des dimensions essentielles de leur identité paysanne. Dans le contexte de globalisation actuel, revendiquer une identité qui déborde les frontières, tout en reposant sur un milieu de vie et des traditions est un acte éminemment politique.

La création et l'essor de Vía Campesina sont une preuve vivante du refus des paysans de se soumettre servilement au processus de restructuration économique et d'être des victimes passives d'un modèle qui exacerbe la pauvreté et la marginalisation. Dans leur lutte contre le modèle agricole néolibéral, les paysans recourent aux trois armes traditionnelles du démuné - l'organisation, la coopération et la communauté - grâce auxquelles ils travaillent à bâtir un autre modèle agricole fondé sur la justice sociale, la viabilité écologique et le respect des cultures et des économies paysannes. Les solutions alternatives revêtent diverses formes, allant de la création de petites coopératives agricoles, de banques de semences locales et de réseaux de commerce équitable à la réhabilitation des pratiques agricoles traditionnelles. Cela suppose également d'étendre ces efforts au delà du palier local pour atteindre les échelons national, régional et international.

La fondation de Vía Campesina a internationalisé le mouvement paysan et lui a donné un espace sur la scène mondiale où les paysans peuvent se faire entendre, exprimer leurs revendications et proposer leurs solutions aux problèmes engendrés par le modèle agricole néolibéral. La solidarité et l'unité vécues au sein du mouvement apportent le plus précieux des cadeaux : l'espoir. L'espoir qu'une autre agriculture est possible, que nous pouvons véritablement changer le cours des choses et proposer un modèle alternatif. C'est ce qu'exprime éloquentement le slogan que La Vía Campesina clame avec fierté : « Mondialisons la lutte ! Mondialisons l'espoir ! »

# NOIR CANADA ET LES POURSUITES-BÂILLONS

## CHRONOLOGIE DES FAITS RETOUR SUR UN PRINTEMPS HOULEUX



### LES SOUTIENS

Parmi les personnalités publiques qui soutiennent Écosociété dans sa lutte pour la liberté d'expression, on retrouve notamment: Noam Chomsky, Richard Desjardins, Frédéric Back, Hubert Reeves, Louis Hamelin, Laure Waridel et Naomi Klein.

Plus de 200 organisations nous ont également accordé leur appui, dont l'Alliance des Éditeurs Indépendants (réseau international de 70 éditeurs de 40 nationalités), l'Association des libraires du Québec, l'Union des écrivains et écrivaines québécois (UNEQ), l'Association nationale des éditeurs de livre (ANEL), la Centrale des Syndicats du Québec (CSQ), le Congrès du Travail du Canada, le Conseil Central du Montréal Métropolitain (CSN), la Fédération des Travailleuses et Travailleurs du Québec (FTQ), Greenpeace, Équiterre, Québec Solidaire, le RQGE, La Ligue des droits et libertés et l'AQLPA.

- **Lancement** du livre *Noir Canada* annoncé pour le 11 avril à Montréal avec une sortie en librairie le 15 avril.

- Le 9 avril, la maison d'édition reçoit une **mise en demeure** du géant minier canadien Barrick Gold, mettant en cause les auteurEs, l'éditeur, et les membres de son conseil d'administration. La mise en demeure menace de poursuites si le lancement a lieu et si le livre sort en librairie.

- Le 11 avril, **lancement** sans livre à Montréal.

- Le 15 avril, **publication de *Noir Canada***. Écosociété refuse de reculer devant les menaces, conformément à sa mission d'éditeur engagé et critique.

- Le 29 avril, Écosociété et les auteurEs de *Noir Canada* (Delphine Abadie, Alain Deneault et William Sacher) sont **poursuivis pour 6 millions \$ par Barrick Gold**. La plus grosse compagnie aurifère du monde réclame 5 millions \$ pour dommages moraux compensatoires, ainsi qu'un million à titre de dommages punitifs.

- Le 5 mai, Écosociété et les auteurEs **dénoncent publiquement cette poursuite-bâillon**, ou SLAPP (Strategic lawsuit against public participation). Ils réclament **une loi contre les poursuites-bâillons**, appellent à la **solidarité** et demandent toutes sortes de soutiens pour mener cette bataille juridique qui s'annonce longue et coûteuse.

- Le 22 mai, un **site Internet de solidarité avec Écosociété** est lancé avec l'aide de l'organisme Koumbit, <http://slapp.ecosociete.org>. Grâce à ce site, les citoyenNEs peuvent signer une pétition de soutien aux Éditions ; faire un don au fonds de défense juridique ; envoyer une lettre au ministre de la Justice pour l'adoption urgente d'une loi qui protège la liberté d'expression contre les poursuites abusives. Cette lettre a été préparée par l'Association contre la pollution atmosphérique (AQLPA, victime d'une SLAPP et à l'origine de la campagne *Citoyens, taisez-vous*) et la Ligue des droits et libertés, solidaires des Éditions depuis le début.

- Le 11 juin, **conférence de presse** qui réunit **Écosociété, le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), la Ligue des droits et libertés et l'AQLPA**. Les groupes réclament le dépôt du projet de loi contre les poursuites abusives devant le palais de justice.

- Ironie du sort, le même jour, **Banro Corporation** vient à la rescousse de Barrick Gold et dépose **une poursuite de 5 millions de \$** contre Écosociété pour diffamation. La poursuite est déposée en **Ontario**. Écosociété et les auteurEs devront donc se défendre devant les tribunaux ontariens, selon les procédures d'un autre code de loi et dans une langue qui n'est pas la leur.

- Le 12 juin, **spectacle de solidarité** avec Écosociété. Les Zapartistes, Tomás Jensen, Ève Cournoyer, Ivy, Jérôme Minière, Jean-François Lessard, Kumpa'nia et Adama Zon jouent pour défendre la liberté d'expression.

- Le 13 juin, Jacques Dupuis dépose le **projet de loi 99 modifiant le Code de procédure civile pour prévenir l'utilisation abusive des tribunaux et favoriser le respect de la liberté d'expression et la participation des citoyens aux débats publics**.



### PROJET DE LOI 99 VISANT À PRÉVENIR LES POURSUITES-BÂILLONS : ÉCOSOCIÉTÉ RÉCLAME UNE ADOPTION RAPIDE

Conscient de la lourde menace pour la démocratie que représentent les poursuites-bâillons, le ministre de la Justice du Québec, Jacques Dupuis, déposait le 13 juin dernier le projet de loi 99 visant à prévenir les poursuites judiciaires abusives qui auraient pour effet de limiter la liberté d'expression dans le contexte de débats publics.

Les Éditions Écosociété ne peuvent que saluer cette initiative visant à garantir la liberté d'expression et à favoriser l'accès équitable à la justice pour l'ensemble des citoyens. Parmi les points positifs, il est à noter que le PL99 prévoit des dispositions permettant aux tribunaux : de déclarer qu'une demande en justice est abusive, d'imposer des sanctions à la partie jugée abusive ou même de prononcer l'irrecevabilité d'une telle procédure. Ainsi, dans le cas où l'une des parties devait estimer que la demande en justice constituerait un abus, le fardeau de la preuve reviendrait alors à la partie plaignante, qui devra démontrer que la poursuite intentée n'est pas abusive. De la même façon, le PL99 devrait permettre aux tribunaux d'ordonner le versement d'une provision pour frais ou de condamner la partie abusive au paiement de dommages et intérêts punitifs.

Pendant, nous souhaitons voir le projet de loi 99 bonifié, notamment pour s'assurer qu'une poursuite puisse être déclarée abusive dès lors qu'elle a pour effet de nuire au débat public. Nous souhaitons, il va sans dire, voir ce projet de loi amélioré et adopté le plus rapidement possible.

#### DERNIERS ÉVÉNEMENTS :

- Le 19 septembre, nouvelle mise en demeure de Barrick Gold enjoignant Écosociété et les auteurs de cesser « dans le cadre de la campagne de financement ou de solidarité, de lobbying politique, d'événements promotionnels, d'entrevues médiatiques ou sur des sites Internet », de qualifier de « poursuite-bâillon » la poursuite qu'elle leur intente.
- Le 7 octobre, Guy Cheyney, coordonnateur des Éditions Écosociété, est entendu devant la commission parlementaire dans le travail autour du Projet de Loi 99.
- Le 20 octobre, Écosociété et les auteurs sont défendus généreusement par les avocats de la clinique juridique Écojustice devant la cour d'Ontario afin de rapatrier la poursuite en diffamation de Banro au Québec. Le verdict sera rendu début novembre.

LE SITE DE RÉFÉRENCE POUR LA CAMPAGNE  
SOLIDARITÉ AVEC ÉCOSOCIÉTÉ :

<http://slapp.ecosociete.org>

Écosociété, avec l'aide solidaire de l'organisme Koumbit, a lancé un site Internet de campagne de solidarité. Pour venir en aide à l'éditeur et aux auteurs de *Noir Canada*, poursuivis par Barrick Gold et Banro pour 11 millions de dollars, vous pouvez en quelques clics :

- **Signer et faire circuler largement la pétition d'appui aux Éditions Écosociété.**
- **Faire un don au fonds de défense juridique d'Écosociété.**

En inscrivant votre courriel lors de votre signature, vous recevrez automatiquement les bulletins d'information que nous envoyons tous les mois pour vous tenir au courant de l'évolution de notre situation. Le site contient également une importante revue de presse, les lettres de soutiens des organismes, des articles et des liens pertinents pour en savoir plus sur les SLAPP et sur le dossier minier.

## Savoir et se taire ?

(...) Les poursuites-bâillons (SLAPP) entreprises par l'industrie minière contre les auteurs de l'ouvrage *Noir Canada* et la maison d'édition Écosociété révèlent la fragilité du statut du chercheur et le risque que courent les intellectuels et les penseurs dans notre société. Chercher à comprendre notre monde devient une activité risquée, surtout si on a le mauvais goût de faire savoir ce qu'on y découvre... Galilée aussi était sous la coupe des pouvoirs de l'époque. Érasme cherchait constamment à se mettre à l'abri de l'autorité religieuse établie. Isolé, le penseur est rapidement tenté par l'autocensure. Copernic ne publiera ses travaux qu'à la toute fin de sa vie, certain de se mettre ainsi à l'abri de tous ceux que ces conclusions risquaient de déranger. L'œuvre de Voltaire tombait sous le coup de la censure au fur et à mesure que paraissaient ses travaux. Le décès récent de Soljenitsyne nous renvoie à la fragile destinée de celui qui pense. Un simple constat devient rapidement une dénonciation... notamment lorsque le silence tue, menace la santé publique, favorise l'exploitation d'un groupe par un autre ou fait craindre le pire pour l'avenir de la planète.

Pierre Noreau,  
Le Devoir, 21 août 2008

## Le discours orwellien de Barrick Gold

(...) Car, pour Barrick Gold, la meilleure façon de mener un débat public serait-elle de mener à la ruine quiconque ose soutenir une position contraire à la sienne ? Peu importe l'issue du procès, les auteurs et l'éditeur du livre *Noir Canada* devront dépenser des sommes considérables afin de préparer leur défense et de lutter, à armes très inégales, contre une armée d'avocats soutenus par les poches presque sans fond de la minière. La tactique, dans ces luttes inégales, est d'ailleurs souvent de ruiner les défenseurs afin d'imposer un règlement à l'amiable qui bâillonnera l'opposition en plus d'effrayer quiconque osera se pencher à nouveau sur la question.

(...) Au-delà du discours surréel de M. Garver, la poursuite de Barrick Gold est une attaque directe contre la liberté de recherche universitaire et la quête de vérité, essentielles à toute société démocratique. Elle nie, en bloc, le droit à la citation de sources crédibles et au débat sur les faits et les interprétations, qui représentent la base même du travail intellectuel. S'il est impossible d'étudier et de discuter de sujets qui déplaisent aux riches entreprises de ce monde dans un pays comme le Canada, sous peine de poursuites à répétition, qui pourra le faire ?

Si Barrick Gold voulait vraiment un débat public et transparent, elle pourrait le faire en suivant les normes scientifiques utilisées par les auteurs de *Noir Canada*. Elle a un droit de réplique. Le milieu universitaire, auquel nous appartenons, sait depuis longtemps gérer les débats et les désaccords et résoudre les conflits.

Pascale Dufour, Denis Monière, Normand Mousseau, Christian Nadeau, Michel Seymour et Isabelle Baez, professeurEs à L'université de Montréal et à l'UQAM, *Le Devoir*, 29 août 2008.

*Mais ce qu'il y a de particulièrement néfaste à imposer silence à l'expression d'une opinion, c'est que cela revient à voler l'humanité: tant la postérité que la génération présente, les détracteurs de cette opinion davantage encore que ses détenteurs. Si l'opinion est juste, on les prive de l'occasion d'échanger l'erreur pour la vérité; si elle est fausse, ils perdent un bénéfice presque aussi considérable : une perception plus claire et une impression plus vive de la vérité que produit sa confrontation avec l'erreur.*

John Stuart Mill, *De la liberté*, 1864

**Vous trouverez l'intégralité de ces articles et beaucoup d'autres sur le site [slapp.ecosociete.org](http://slapp.ecosociete.org)**



## SUITE DE L'ÉDITORIAL

bâillon, pour désigner une utilisation abusive des institutions judiciaires ayant pour effet de nuire au débat public et à la liberté d'expression. (cf. encadré p. 5 sur le projet de loi 99 au Québec). Aujourd'hui, ces deux poursuites, en Ontario et au Québec, mobilisent au plus haut point notre temps et notre énergie.

Dernièrement, Barrick Gold est allée encore plus loin en nous envoyant une lettre d'avocat nous mettant en demeure de cesser, « dans le cadre de la campagne de financement ou de solidarité, de lobbying politique, d'événements promotionnels, d'entrevues médiatiques ou sur des sites Internet », de qualifier de « poursuite-bâillon » la poursuite qu'elle nous intente.

La lettre d'avocat avise les auteurs et l'éditeur de *Noir Canada* qu'ils s'exposent ce faisant à « davantage de dommages punitifs » et que leur « comportement rendra d'éventuelles rétractations, excuses publiques, ou actions réparatrices encore plus difficiles et embarrassantes ». Cette méta-SLAPP, ou SLAPP au carré aurait pour effet de nuire à notre défense et de rendre difficile, voire impossible, notre campagne de solidarité et de financement. Cela risquerait de nous priver des seules ressources nous permettant d'assumer les frais que supposent pareilles poursuites. Car aujourd'hui, sans le soutien financier et moral de la population, nous aurions mis la clef sous la porte depuis longtemps.

Toute cette affaire, qui est loin d'être terminée, pose une question centrale sur notre démocratie et sur le métier d'éditeur : est-il encore possible, aujourd'hui, au Québec et au Canada, d'écrire et de publier des ouvrages critiques ?

Que devons-nous faire à l'avenir lorsque nous souhaiterons publier un livre critique : tenir des réunions secrètes, ne pas prendre de notes, faire de l'édition clandestine ? Tout ceci ressemble amèrement à une scène de 1984... Est-ce cela l'avenir de l'édition ?

Nous croyons ardemment en la démocratie. La démocratie implique la possibilité de tenir des débats publics, afin que les citoyenNEs soient informésEs et puissent agir politiquement en conséquence. C'est pourquoi, en tant qu'éditeur engagé et responsable, nous avons voulu soulever un débat sur le Canada en Afrique. Nous espérons que nous pourrions continuer à dénoncer ce qui doit l'être...

L'équipe de travail

## OÙ NOUS TROUVER CET AUTOMNE ?

SALON DU LIVRE DE RIMOUSKI  
DU 6 AU 9 NOVEMBRE STAND 12-13

### TABLES RONDES

**Vendredi 7 de 12h à 13h**

**La mondialisation corporative : son langage et ses acteurs**

Jacques B. Gélinas, Alain Deneault et Robin Philpot.

Au Baromètre de l'UQAR

**Vendredi 7 de 16h30 à 17h S'engager en tout temps**

Roméo Bouchard et Andrée Ferreti. Estrade Hydro-Québec

**Samedi 8 novembre de 16h à 16h30**

**Liberté d'expression ou censure ?**

En collaboration avec *Le Mouton Noir*

Avec Alain Deneault, Isabelle Girard, Jean Paré et Jean-Claude Simard. Estrade Hydro-Québec

### SÉANCES DE DÉDICACES

**Alain Deneault**

**Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique**

Vendredi : 18h00-20h00

Samedi : 13h00-15h00 ; 16h30-18h00 ; 19h00-20h00

Dimanche : 13h00-17h00

**Jacques B. Gélinas**

**Dictionnaire critique de la globalisation**

Vendredi : 18h00-20h00

Samedi : 10h30-13h00

**Roméo Bouchard**

Coalition pour un Québec des régions

**Libérer les Québécois. Décentralisation et Démocratie**

Vendredi : 15h-16h ; 17h-18h

SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL  
DU 19 AU 23 NOVEMBRE STAND 345

### TABLES RONDES

**Vendredi 21 à 18h15**

**La globalisation, une impasse pour l'humanité**

Avec Michel Freitag et Jacques B. Gélinas

**Dimanche 23 à 16h00**

**Le Canada est-il vraiment l'ami de l'Afrique ?**

Avec Alain Deneault, Mamadou Gazibo et Béatrice Vaugrante

### SÉANCES DE DÉDICACES

**NOIR CANADA**

**Delphine Abadie**

Vendredi : 17h00-19h00

Samedi : 17h00-19h00

Dimanche : 13h00-15h00

**William Sacher**

Jeudi : 17h00-19h00

Samedi : 14h00-16h00

**ON A RAISON DE SE RÉVOLTER**

**Pierre Beaudet**

Samedi : 13h00-15h00

**DICTIONNAIRE CRITIQUE**

**DE LA GLOBALISATION**

**Jacques B. Gélinas**

Vendredi : 16h30-18h00

19h00-20h00

Samedi : 13h00-14h00

16h00-18h00

Dimanche : 13h00-15h00

**Alain Deneault**

Mercredi : 19h00-20h00

Vendredi : 19h00-21h00

Samedi : 17h00-19h00

Dimanche : 15h00-16h00

17h00-18h00

**L'IMPASSE DE LA GLOBALISATION**

**Michel Freitag**

Vendredi : 16h00-17h00 ;

19h00-20h00

**L'ENVERS DE LA PILULE**

**NOUVELLE ÉDITION**

**J.-Claude St-Onge**

Samedi : 11h00-13h00

## CONFÉRENCES D'AUTEURS

**JOSÉ BOVÉ**

**12 novembre, 19h00**

*Un monde sans faim : la souveraineté alimentaire, un droit à cultiver.*  
Conférence d'ouverture des 12<sup>e</sup> journées québécoises de la solidarité internationale: **José Bové**, ancien porte-parole de La Via Campesina et syndicaliste agricole français. Salle Marie-Gérin-Lajoie, UQAM.

**ALAIN DENEULT**

**10 novembre, 17h45**

*De Georg Simmel à Noir Canada*, organisée par le Réseau Sociologie de l'UQAM. Local DR-200, pavillon Athanase-David (D). 1430, rue Saint-Denis (Métro Berri-UQAM).

**17 novembre, 9h-12h**

*La liberté d'expression en garde à vue*

Table ronde animée par Yves Boisvert,

Auditorium de la Grande Bibliothèque, Montréal.

**JACQUES B. GÉLINAS**

**29 novembre, 9h-16h**

*Saisir les fondements de la crise financière*  
Conférence de clôture : *Quelles voies de sortie et quel engagement citoyen sont nécessaires ?* par Jacques B. Gélinas  
À Québec, au Centre diocésain, 1073, boul. René-Lévesque O.  
Infos : Mouloud Idir: midir@cjf.qc.ca (514) -387-2541, p. 241

**SERGE MONGEAU**

**25 novembre, 19h30**

*Au-delà de la simplicité volontaire, la décroissance conviviale*  
Salle Jean-Després, Maison du Citoyen. 25, rue Laurier,  
Gatineau Info : Éloïse Simoncelli-Bourque.  
nadie@magma.ca (819) 773-8637

## ON EN A DIT ...

### NOIR CANADA

« À la lecture de *Noir Canada, Pillage, corruption et criminalité en Afrique*, une épithète s'impose : livre nécessaire. »

**Laurent Laplante, Nuit Blanche**

« Loin de se baser sur des suppositions sans fondement, cet ouvrage repose sur une recherche documentaire très fouillée et puisant à de multiples sources, comme en témoignent les quelques centaines de notes de bas de page. On remarque aussi qu'un grande partie de l'information recueillie par les auteurs n'est pas inédite. Tout ce que nous révèle ce livre repose sur des faits relativement connus qui se sont déroulés au cours des quinze à vingt dernières années et décrits dans des rapports d'enquête de plusieurs organismes internationaux et ONG, comme l'ONU et Human Rights Watch.

(...) Pour un lecteur profane, nul doute que l'information révélée suscitera l'indignation. Mais là n'est pas le seul intérêt du livre. Tout d'abord, l'inscription méthodologique de l'ouvrage dans la lignée des nombreuses théories postcoloniales, de Franz Fanon à François-Xavier Verschave, lui confère une qualité théorique. Les auteurs décèlent dans la nomenclature conceptuelle de la gouvernance une domination symbolique qui tend à réduire l'Afrique à « un décor colonial » dans lequel ses habitants ne sont que de simples « figurants historiques ».

(...) *Noir Canada* s'avère un ouvrage important pour qui veut jauger la large part d'irrationnel produite par les institutions internationales et les acteurs économiques participant du développement des pays africains. »

**Kévin Hébert, Sociologie et sociétés**

### POUR UNE VILLE QUI MARCHE

« L'argument central du livre est aussi simple qu'efficace : en concentrant tous leurs efforts sur la voiture, les villes modernes ont contribué à ce que le citoyen délaisse la marche, une activité pourtant essentielle à un mode de vie équilibré. Le livre poursuit ce filon pour en étudier toutes les ramifications, parfois au péril de noyer la discussion dans une mer de statistiques. Malgré ce petit défaut (qu'il ne faut surtout pas exagérer), il doit être lu, que ce soit pour étoffer un dossier critique contre la voiture ou pour convaincre des vertus de la marche pratiquée comme mode de vie et comme moyen de transport. »

**Martin Blanchard, Spirale**

## COMMANDES

Vous aviez l'habitude de trouver ici un bon de commande. Cependant, le traitement des commandes demande beaucoup de temps et d'énergie à notre petite équipe. Nous avons donc décidé de limiter le nombre de commandes.

Seuls les personnes résidant en région éloignée, les personnes à mobilité réduite et les organismes peuvent commander directement auprès d'Écosociété en nous téléphonant au (514) 521-0913 ou en écrivant directement à : [commandes@ecosociete.org](mailto:commandes@ecosociete.org)

Vous pouvez aussi commander tous les livres d'Écosociété chez votre libraire. Nous vous conseillons de lui téléphoner afin de vérifier s'il a le livre attendu en stock et, si ce n'est pas le cas, il le commandera sans aucun frais.

Consultez notre site Internet pour trouver le libraire le plus proche de chez vous ! [www.ecosociete.org](http://www.ecosociete.org)

Il se fera un plaisir de répondre à vos questions.

## EN BREF

### AU CROISEMENT DES AFRIQUES

13 éditeurs de 11 pays nous font partager l'Afrique au 13e Salon International du Livre d'Alger, du 27 octobre au 5 novembre 2008.

Guy Cheyney, le coordonnateur d'Écosociété, s'y rendra grâce à l'Alliance des éditeurs indépendants, dont est membre Écosociété. Il participera à l'activité : *Vers de nouveaux projets éditoriaux solidaires* où les éditeurs réunis au SILA se retrouveront pour deux réunions de travail, avec pour objectif – et ambition ! – la mise en place de projets de coéditions solidaires.

Affaires à suivre...



Conseil des Arts  
du Canada

Canada Council  
for the Arts



Patrimoine  
canadien

Canadian  
Heritage

Société  
de développement  
des entreprises  
culturelles

Québec



[www.ecosociete.org](http://www.ecosociete.org)

Éditions Écosociété  
C.P. 32 052, csp Saint-André  
Montréal (Québec) H2L 4Y5